

DELEGATION DE SIGNATURE

N° 2024/047/DS

Bordeaux, le 22 janvier 2024

Le Directeur général par intérim du centre hospitalier universitaire de Bordeaux,

- VU le code de la santé publique notamment dans ses articles L.6143-7 et D.6143-33 à D.6143-35 ; L6132-1 à L6132-7 ; R.6132-16 ;
- VU le décret n° 2005-921 du 2 août 2005 portant statut particulier des grades et emplois des personnels de direction des établissements mentionnés à l'article 2 (1°, 2°, 3°) de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;
- VU le décret n°2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé ;
- VU le décret du n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire ;
- VU le décret du n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L. 6132-3 du code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire ;
- VU l'arrêté ministériel du 17 janvier 2024 portant nomination au cabinet de la ministre du travail, de la santé et des solidarités de Monsieur Yann BUBIEN, en tant que directeur adjoint du cabinet ;
- VU l'arrêté du Directeur général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine en date du 22 janvier 2024 portant désignation de Monsieur Alexis THOMAS en qualité de directeur général par intérim du CHU de Bordeaux (33) à compter du 12 janvier 2024 ;
- VU la convention constitutive du groupement hospitalier de territoire, approuvée par le directeur général de l'Agence régionale de santé le 19 octobre 2016 ;
- VU la convention de mise à disposition du centre hospitalier universitaire de Bordeaux de Madame Christelle RAVERDY, Attachée d'administration hospitalière au centre hospitalier de Cadillac ;

DECIDE

Article 1

Délégation est donnée à Christelle RAVERDY, attachée d'administration hospitalière au centre hospitalier de Cadillac, pour signer en lieu et place du directeur général du CHU de Bordeaux, l'établissement support du GHT Alliance de Gironde, dans le cadre de la fonction achats :

- tout acte relatif à la procédure de passation (mise au point comprise) des marchés publics afférents à l'opération «Restructuration du Bâtiment DAUMEZON» visés dans la fiche opération de travaux présente en annexe ;
- lesdits marchés publics et procéder à leur notification ;
- les avenants relatifs aux marchés publics visés dans la fiche opération de travaux.

Article 2

La présente délégation prend effet à la date de signature et dès sa publication au registre des actes administratifs du département. Elle est également publiée et consultable sur le site internet du CHU de Bordeaux.

Le Directeur général par
intérim



Alexis THOMAS

FICHE D'OPERATION DE TRAVAUX

En vue d'une délégation de signature par le directeur de l'établissement support pour le délégataire de l'établissement

INFORMATIONS GENERALES

Date de la demande de délégation	17/07/2023
Nom de l'établissement partie:	Centre hospitalier de Cadillac
Localisation de l'opération	89 rue cazeaux cazalet 33410 Cadillac
Intitulé de l'opération	Restructuration du Bâtiment DAUMEZON
Nom et fonction du délégataire	Christelle RAVERDY Responsable de la Commande Publique Responsable des Affaires Economiques et Logistiques

DESCRIPTIF DE L'OPERATION

Montant global de l'opération : 3 200 000 € TDC

Surface : 1032.44m ²	NEUF : 0m ²	REHABILITATION : 1032.44m ²
Surface utile SU 1032.44m ²	Surface totale dans œuvre SDO 1098.70m ²	Surface plancher SP 1155.06m ²

Le repérage amiante a été réalisé : oui non

Présence d'amiante : oui non

Une unité médico-psychologique, située dans une aile de la polyclinique de BAZAS, doit être rapatriée sur le site central du CH de CADILLAC dans le bâtiment d'une ancienne unité psychiatrique intitulée DAUMEZON.

A ce titre, l'unité DAUMEZON ne permet pas d'assurer la sécurité des soins, elle est inadaptée à la prise en charge des patients à mobilité réduite et n'est pas aux normes en terme de sécurité incendie.

Les locaux, en l'état, ne sont pas adaptés et sont non adaptables à la prise en charge psychiatrique.

TYPE PROCEDURE

Marché public global : oui non

Si Marché public non global

Procédure :

MAITRISE D'ŒUVRE montant (a compléter)

Préciser les missions de MOE : Accord-cadre GHT

TRAVAUX montant : 1 900 000 € HT (a compléter)

Allotissement : oui non

Justificatif si la procédure n'est pas allotie :

•Allotissement (à détailler si connu)	MONTANT
LOT 01	440 000.00€ HT
Gros œuvre / Isolation Thermique Externe / Menuiserie EXT	
LOT 02	733 000.00€ HT
Menuiserie INT / Plâtrerie / Peinture / Revêtement Sol	
LOT 03	420 000.00€ HT
Chauffage Ventilation / Plomberie Sanitaires	
LOT 04	340 000.00€ HT
Electricité Cfo Cfa	

PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Désignation	Montant	Procédure
Economiste de la construction	81 120€ TTC	GRUPE CETAB – MARCHE RESAH LAFOURCADE
OPC	X	MISSION donnée à la MOE
Contrôle technique (préciser les missions) :	9 960€ TTC	APAVE – MARCHE N°230203 Missions : L-S-SEI-LE-F-VIEL-HAND-att HAND
Co SPS (préciser le niveau)	3 600.00€ TTC	ALPES CONTROLES - MARCHE N°230243 (niveau 2)

Etude géotechnique	En cours	
Relevé géomètre	7 020.00€ TTC	SANCHEZ – MARCHE N°230236
Diagnostics amiante et plomb	28 000€ TTC	BUREAU VERITAS - UGAP
CSSI	3 840€ TTC	CSD et associés – MARCHE N°230213
Assurance DO		En cours de décision
DOCUMENTS DEMANDES		
CANDIDATURE (décrire les documents et renseignements demandés et compétences minimales exigées)		OFFRE
MOe		Marché GHT
OPC		MISSION donnée à la MOE
Economiste de la construction		Marché RESAH
Bureau de Contrôle		
preuve de l'inscription sur un registre professionnel		Lettre consultation, DPGF, mémoire technique
déclaration sur l'honneur , Kbis, justifications URSAFF, impôts RIB, assurance.....		
CSPS		
preuve de l'inscription sur un registre professionnel		Lettre consultation, DPGF, mémoire technique
déclaration sur l'honneur , Kbis, justifications URSAFF, impôts RIB, assurance.....		
TRAVAUX		
Déclaration sur l'honneur, respect obligation d'emploi, n°siret		AE et annexes, DPGF par lot, cadre de réponses techniques, attestation visite
Assurance risques professionnels, CA		
Déclaration effectifs, titres d'études, référence sur 5 dernières années, outillage, moyens matériels		

CRITERES	SOUS CRITERES	PONDERATION	SOLUTION ALTERNATIVE /PSE (préciser)
Moe - MARCHÉ GHT			
Prix des prestations		50	
Qualité de l'équipe pluridisciplinaire affectée au projet au regard des curriculum vitae détaillant les formations et expériences professionnelles des intervenants envisagés		25	
Pertinence de l'organisation proposée au regard de l'organigramme remis et de temps passés proposés par élément de mission et du planning remis à l'appui de l'offre		25	
OPC – MISSION donnée à la MOE			
Economiste de la construction – Marché RESAH			
Bureau de Contrôle			
Prix au regard du DPGF		40	
Valeur technique jugée au regard du mémoire technique affecté à la mission	Pertinence et cohérence de l'équipe proposée au regard des qualifications et références des personnes intervenant sur la mission	10	
	Méthodologie de travail	20	
	Pertinence et cohérence des délais au regard du nombre de jours par phase et de présence sur site	30	
CSPS			
Prix au regard du DPGF		60	
Valeur technique jugée au regard du mémoire technique affecté à la mission	Méthodologie de travail	20	
	Pertinence et cohérence du nombre de jours par phase et de présence sur site	20	
TRAVAUX (à préciser par lot)			
Prix des prestations au regard du DPGF		40	
Valeur technique	Méthodologie d'intervention, équipements et matériels et matériaux mis en œuvre pour l'opération au regard du cadre de réponses	20	
	Les moyens humains envisagés pour le chantier au regard du cadre de réponses	10	
	Les dispositions mises en œuvre pour respecter	25	

	les contraintes chantier et calendrier au regard du cadre de réponses		
Description des mesures mise en œuvre par le candidat pour répondre aux enjeux environnementaux		5	

Calendrier prévisionnel général de l'opération intégrant les différentes consultations

Marchés de travaux

Délai de publication : fin juillet

Date limite de remise des offres : 28 septembre

Date de commission : 16 novembre

Date de notification envisagée : fin novembre